

Le maire met des chômeurs face aux manifestants

Le maire communiste a convoqué des jeunes demandeurs de contrats aidés pour les placer face aux parents et syndicalistes qui demandent le report de la réforme des rythmes scolaires.

« Des méthodes de voyou » dénonce Patrick Corré, leader de la CGTR éducation.

Il y a des communes qui subissent des manifestations de jeunes chômeurs prêts à tout pour obtenir un contrat aidé. Et il y en a une qui les organise elle-même, quitte à craquer des allumettes au-dessus d'une paille qui ne demande qu'à flamber.

Hier après-midi, les manifestants qui voulaient se rassembler devant l'hôtel de ville de La Possession pour demander le report de la réforme des rythmes scolaires se sont retrouvés face à une centaine de jeunes.

L'un de ces jeunes – qui se présentait comme le président de l'association Solidarité Saint-Laurent et semblait écouter attentivement ce que lui glissaient à l'oreille les membres de la section communiste de La Possession et les responsables de la sécurité de la commune – haranguait les autres pour leur faire crier leur désir de trouver un travail.

Postés devant le bâtiment

Ou conspuer les « nantis » qui leur faisaient face, plutôt incrédules, des syndicalistes de l'Éducation nationale et des parents d'élèves, parfois accompagnés de leurs enfants. Conspuer parce que leur souhait de voir reporter la réforme priverait les jeunes d'emploi.

Postés devant le bâtiment et sur les pelouses alentours, la plupart des jeunes semblaient néanmoins eux aussi totalement incrédules face à la situation. Comme quatre autres jeunes femmes – qui toutes demandaient l'anonymat pour ne pas



Employés de la commune ou membres d'association, quelques manifestants voulaient faire taire les syndicalistes. Ici Patrick Corré. (Photo R.O.)

compromettre leur chance d'obtenir un emploi périscolaire dans une école de la ville – Marie expliquait avoir été contactée mardi par une femme qui l'a convoquée à une réunion sur les contrats aidés. « Elle m'a dit de venir, sinon il y aura pas de contrat, assurait-elle. Quand on est arrivé c'était comme ça, la manifestation. Nous on est pas d'accord. » La jeune femme, qui a suivi un CAP Petite enfance, a déposé il y a quelques mois un CV en mairie. C'est sans doute pour ça qu'elle a été invitée à faire démonstration de ses capacités sous l'œil de ses éventuels recruteurs.

« Ce sont des méthodes de gangster, fulminait hier Patrick Corré, leader de la CGTR éducation. Opposer des gens en at-

tente de contrat à des manifestants contre une réforme, ce sont des méthodes de voyou. Ça ne nous étonne pas de Roland Robert. »

Le conseil municipal, réuni à quelques mètres des manifestants, a ensuite été le théâtre de cette tension. Le maire Roland Robert a refusé de laisser ses opposants poser la question orale sur la réforme scolaire qu'ils lui avaient préalablement transmise. Alors que Roland Robert ne cherchait même pas à réfuter d'être l'organisateur de la contre-manifestation.

Le conseil s'est ainsi achevé sur des invectives. Il n'en fallait pas plus pour que l'adjoint aux Finances, Jean-Hugues Savigny, sorte très rapidement des ses gonds face à des mères de fa-

mille qui l'attendaient pour lui remettre les pétitions qu'elles avaient fait signer. Des mères de famille qui n'étaient pas, elles, vindicatives. L'élu, représentant du Front de gauche à La Réunion, n'a apparemment pas supporté que Patrick Corré l'interpelle sur les « méthodes staliniennes » employées par sa municipalité.

Sans vouloir mettre tout le monde dans le même panier, les opposants à la mise en place de la réforme dès la rentrée 2013 quittaient hier la mairie avec l'espoir que les manifestants qu'on avait placé devant eux ne seraient pas réellement ceux qui allaient être embauchés par la commune pour s'occuper de leurs enfants.

Raphaël ORTSCHIEDT